Position des jeunes agriculteurs africains sur le changement climatique

Dans le monde entier, les paysans jouent un rôle déterminant dans la promotion du développement de leurs communautés et de leurs pays. En Afrique, l'augmentation de la population jeune, associée à un taux de chômage élevé, nécessite de s'appuyer sur l'agriculture et l'agroalimentaire pour changer la donne et absorber l'importante population de jeunes chômeurs. On prévoit que d'ici 2030, environ 30 millions de jeunes Africains entreront sur le marché du travail, alors que le continent n'est actuellement capable de créer que 3 millions d'emplois. Ce qui laisse un manque de 15 millions d'emplois que le secteur agricole et agroalimentaire pourrait comblés. De plus,

l'agriculture et l'agrobusiness ont la perspective de fournir 1 000 milliards de dollars de revenus au continent africain, à l'horizon 2030, tout en contribuant, dans une large mesure, à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

En effet, la jeunesse africaine a le potentiel de transformer l'agriculture et l'agrobusiness sur le continent, grâce à sa capacité à s'approprier les innovations et les technologies et de les associer à ses connaissances et ses compétences. Cependant, l'engagement des jeunes dans l'agriculture et l'agrobusiness, est entravé par de nombreux facteurs dont le changement climatique et son impact sur l'agriculture et la pandémie COVID-19 qui a aggravé la vulnérabilité des jeunes africains, à s'engager dans l'agriculture et l'agrobusiness. En outre, les jeunes Africains sont confrontés à de multiples difficultés pour accéder à des ressources essentielles telles que, la terre et le financement.

Le 25 octobre 2022, l'Organisation Panafricaine des Agriculteurs (PAFO), grâce au soutien financier de l'Organisation Mondiale des Agriculteurs (OMA) dans le cadre de « Alliance Climakers », a réuni de jeunes paysans africains, pour l'atelier « Climakers Africa ». Un atelier organisé dans le cadre du Sommet International des Jeunes Agriculteurs, tenu du 24 au 29 octobre 2022, à Kigali, Rwanda. Les participants à l'atelier comprenaient des représentants des jeunes agriculteurs de moins de 35 ans, des cinq réseaux régionaux de la PAFO : Eastern African Farmers Federation [EAFF], Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale [PROPAC], Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest [ROPPA], Southern African Confederation of Agricultural Unions [SACAU]) et l'Union des agriculteurs du Maghreb et d'Afrique du Nord [UMNAGRI]. L'objectif de l'atelier était de comprendre les conditions climatiques changeantes dans lesquelles les jeunes agriculteurs travaillent et l'impact

associé sur leurs activités agricoles et agroalimentaires ainsi que les options d'adaptation existantes, déployées par les jeunes agriculteurs et les jeunes agripreneurs.

Les discussions, menées par des participants issus des cinq régions du continent africain, ont révélé que le changement climatique et les phénomènes extrêmes tels que : la sécheresse, les inondations, la hausse des températures, les volumes et les rythmes irréguliers des précipitations, ainsi que la propagation des parasites et des maladies, ont accru la fragilité de l'agriculture et de l'agrobusiness sur le continent. Plus important encore, Il est apparu que le changement climatique exerce un impact complexe sur les jeunes agriculteurs africains et leurs communautés. Il s'agit notamment de la réduction des rendements des cultures et du bétail ; la réduction de la qualité des cultures et du bétail ; l'augmentation de l'insécurité alimentaire et l'aggravation de la pauvreté, en particulier dans les communautés déjà vulnérables. À cela s'ajoute la hausse de la violence sociale telle que, le viol, en raison du changement climatique.

Certes, les jeunes paysans africains construisent régulièrement des systèmes agricoles résilients, par l'adoption d'innovations et de technologies. Il s'agit, entre autres, des variétés de cultures et des races de bétail améliorées ; la culture en serre et l'irrigation, et ce, pour réduire les causes anthropiques du changement climatique et de réduire son impact sur l'agriculture et l'agro-industrie. Mais, l'exclusion des jeunes paysans africains de la participation à l'élaboration des politiques, aux niveaux national, régional, continental et mondial, a de graves conséquences sur leur capacité à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.

- D'une seule voix, les jeunes agriculteurs africains sont convaincus qu'ils sont des acteurs clés dans la formulation et la mise en œuvre de politiques appropriées en matière de

changement climatique. Par conséquent, ils appellent à leur inclusion urgente dans les discussions politiques sur le changement climatique. Ils appellent particulièrement, à l'engagement et à la participation des jeunes en général, et des jeunes agriculteurs en particulier, aux négociations sur le changement climatique, lors de la Conférence des Parties (COP 27) qui se tiendra, à Sharm El Sheikh, en Égypte. Un engagement actif basé sur le fait qu'ils supportent le poids du changement climatique, qu'ils ont des expériences vécues et des connaissances à même d'influencer les négociations. Par conséquent, les jeunes agriculteurs africains ne peuvent pas être des observateurs passifs et discrets des négociations de la COP27. Il est temps que les dirigeants et les responsables politiques du monde entier considèrent les jeunes et les jeunes agriculteurs comme des parties prenantes égales dans la résolution des problèmes mondiaux. Compte tenu de l'ampleur de la vulnérabilité du continent africain et du potentiel de l'innovation et de la technologie pour réduire la vulnérabilité de l'Afrique tout en accélérant la croissance et le développement socio-économique du continent, les jeunes agriculteurs africains appellent fermement à la nécessité d'augmenter le financement pour la création et le transfert d'innovations et de technologies, en particulier le long de la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire.

- Le potentiel de l'innovation et de la technologie peut réduire le degré de vulnérabilité du continent africain. Il peut également accélérer la croissance et le développement socio-économique de l'Afrique. Par conséquent, les jeunes agriculteurs africains appellent fortement à la nécessité d'augmenter le financement pour la création, le transfert

d'innovations et de technologies, en particulier le long de la chaîne de valeur de l'agriculture et de l'agrobusiness.

- Une collaboration bilatérale, multilatérale et croisée entre des acteurs du secteur privé, les institutions financières, les agences de développement internationales et les gouvernements, devrait être établie et intensifiée afin de renforcer l'accès aux fonds pour la recherche et le développement, les innovations et les technologies. Plus important encore, les jeunes agriculteurs africains appellent à la nécessité pour les pays pollueurs (économies avancées), de prendre sérieusement en considération le principe du pollueur-payeur et de faire preuve de plus de rigueur et d'intérêt dans la promotion de la justice climatique.
- Comme tout autre droit de l'homme, les jeunes agriculteurs africains ont le droit de travailler et de vivre dans des environnements climatiques favorables. Partant, l'incapacité des économies développées, à assumer leur responsabilité- dans la lutte contre le changement climatique ; par le biais de financements, de technologies et d'innovations- équivaut à la violation et au non-respect des droits des jeunes Africains, de leur agriculture et de leur agro-industrie.
- Les jeunes agriculteurs africains pensent également, que le partage des connaissances entre les pays développés et les pays en développement, et au sein de ces derniers, est utile pour lutter contre le changement climatique. À ce titre, il est nécessaire de créer davantage d'opportunités pour le partage des connaissances et des meilleures pratiques qui peuvent améliorer leur adaptation et leur atténuation. Il convient d'intensifier les programmes

d’échanges existants et d'en créer de nouveaux, notamment pour les jeunes agriculteurs africains, afin qu'ils puissent apprendre de leurs homologues des économies développées. L'Union africaine, par l'intermédiaire des chefs d'État et de gouvernement africains, devrait travailler et collaborer avec ses donateurs, le secteur privé et les partenaires du développement afin d'intensifier les programmes d'échange, les plates-formes et les moyens d'apprentissage pour les jeunes agriculteurs africains. L'apprentissage des meilleures pratiques à travers le monde permettra aux jeunes agriculteurs africains de construire un système agricole et agroalimentaire robuste et résilient sur le continent, contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique et ses impacts négatifs sur le continent.